

**Appel à Communications – Call for papers**

**XIX<sup>e</sup> colloque du P.R.I.D.A.E.S.**

**(Programme de Recherche sur les Institutions et le Droit des Anciens États de Savoie)**

**Institutions judiciaires et centralisation dans les États de Savoie**

**(XVI<sup>e</sup> – XIX<sup>e</sup> siècles)**

**Istituzioni giudiziarie e accentramento negli Stati sabaudi**

**(XVI<sup>o</sup>-XIX<sup>o</sup> sec.)**

Organisation et coordination scientifique par :

Riccardo Ferrante, Lorenzo Sinisi, Marc Ortolani, Bénédicte Decourt-Hollender

**Gênes – 16-17 octobre 2025**

Comme tous les autres grands services de l'État de l'époque moderne, la justice est soumise à un effort de centralisation et d'uniformisation qui se poursuit jusqu'à l'époque contemporaine. Alexis de Tocqueville l'a montré en son temps pour le Royaume de France dans *l'Ancien Régime et la Révolution* ; il reste à en faire la démonstration pour les États de Savoie, qui pourtant ne sont pas en retard au regard de la centralisation administrative et de la structuration du service public de la justice.

En effet, si Victor Amédée II proclame dans sa préface des *Royales Constitutions* de 1723 que « les armes et les lois ont toujours été les deux pôles immuables sur lesquels est fondé le bon règlement des Empires et des Royaumes », il a conscience, comme déjà ses prédécesseurs, que faire la loi est une expression majeure de la souveraineté. Cependant, en souverains avisés, les ducs de Savoie, puis les rois de Sardaigne, savent aussi que la loi n'a de valeur que si elle est effective, c'est-à-dire scrupuleusement respectée et appliquée, au besoin en ayant recours à la contrainte judiciaire.

Autrement dit, la justice est une expression de la souveraineté au moins aussi importante que le pouvoir normatif ; elle en est le corollaire et, comme lui, une source de prestige. Elle est surtout un moyen pour les souverains d'imposer leur ordre dans leurs États. Mais pour cela, encore faut-il qu'elle soit parfaitement réglée, à commencer par l'organisation de l'appareil judiciaire. Or, dans un État aussi composite, construit par l'adjonction successive de territoires disparates, la reconquête, la construction et la progressive centralisation du système juridictionnel constituent une œuvre séculaire. Entamé sous les ducs de Savoie (avec les *Decreta seu statuta* d'Amédée VIII en 1430) et Emmanuel-Philibert, ce mouvement s'amplifie avec le Royaume de Sardaigne et, bien que bousculé durant *l'epoca francese* (soit par la création d'un autre type de justice centralisée, soit en raison du rapport entre l'organisation judiciaire des territoires conquis et le Tribunal de Cassation de Paris), il reprend et se poursuit à la Restauration, non sans influence sur l'organisation judiciaire de l'Italie unifiée.

De nombreux travaux de recherche ont déjà été entrepris dans ce domaine : on pense aux nombreuses initiatives, individuelles et collectives, consacrées aux Sénats des États de Savoie, dont certaines ont trouvé une place dans les volumes du PRIDAES. Il s'agira de s'en inspirer sans pour autant revenir sur les progrès accomplis par cette riche historiographie ; il en va de même pour les

multiples études consacrées par le PRIDAES, dans d'autres domaines que la justice, aux rapports entre le centre et la périphérie.

Dans l'espace laissé libre par les recherches déjà entreprises, ce colloque aura pour objectif d'éclairer le processus de centralisation judiciaire des États de Savoie dans toute son ampleur et sur un large arc temporel s'étendant du XV<sup>e</sup> siècle au milieu du XIX<sup>e</sup>.

Or la notion de centralisation est complexe : centraliser signifie hiérarchiser, fusionner, subordonner, soumettre, contrôler, uniformiser, répartir (et réduire) les compétences, se substituer, sanctionner au besoin... mais aussi moderniser, rationaliser et rendre plus opérationnel et efficace l'appareil judiciaire. Cette recherche d'efficacité suppose aussi l'existence de diverses juridictions spéciales qui sont autant de moyens d'une justice plus centralisée et opérationnelle cette recherche d'efficacité suppose aussi une nécessaire adaptation de la norme royale aux particularismes locaux (géographiques, par exemple dans le cadre des assises diligentées par les sénats). Parallèlement, la monarchie a certainement dû faire face à de multiples résistances, différences, particularismes, qui traduisent aussi la spécificité politique et institutionnelle des États de Savoie, et témoignent de « l'identité plurielle d'une monarchie composite » (Bianchi, Merlotti). Tout cela va dans le sens d'une justice plus centralisée et mieux contrôlée, mais en même temps « dans la diversité et le respect des particularismes » (Decourt-Hollender).

Pour illustrer les principales orientations de cette centralisation judiciaire, **les thèmes abordés par ce colloque pourront être les suivants** : Les moyens législatifs de la centralisation judiciaire (textes, lois, codes...) ; La centralisation judiciaire chez les juristes (doctrine...) ; La hiérarchie judiciaire : création de juridictions souveraines (Sénats, Chambre des comptes, consulats de mer) et inférieures (châtellenies, baillages, préfectures, conseils de justice, juges mages, mandements...) ; L'implantation de nouvelles juridictions suite à une acquisition territoriale ou un changement de souveraineté (comme durant les deux périodes d'occupation française) ; Le système d'appel et sa procédure ; Le droit d'évocation ; La cassation ; Les assises ; L'organisation ministérielle (ministère de la justice et des grâces) ; La hiérarchie, la discipline et le contrôle du personnel judiciaire (nomination, révocation, réduction de la vénalité des charges) ; La création et le fonctionnement de juridictions subalternes ; Le respect des particularismes (Aoste, Sardaigne, Ligurie...) ; La fonction de centralisation et d'unification du Ministère public qui a « la haute direction du service de la justice », une action préventive et répressive le cas échéant sous la forme de contrôles réguliers des justices subalternes notamment dans les procès criminels (abus, négligence, incompétences) ; L'extension des compétences (en première instance) des cours souveraines ; L'uniformisation de la procédure ; L'uniformisation de la jurisprudence (*decisiones*) ; À l'inverse tout ce qui échappe à la centralisation étatique (justices particulières, féodales, urbaines, ecclésiastiques, styles judiciaires... et leurs rapports avec le pouvoir central).

### **Modalités de soumission des propositions :**

Les propositions de communications sont à soumettre à : [marc.ortolani@univ-cotedazur.fr](mailto:marc.ortolani@univ-cotedazur.fr)

Elles ne devront pas excéder 3000 signes (tout compris) et devront comporter une brève présentation de l'auteur et un bref descriptif des sources envisagées. L'envoi des propositions s'effectuera jusqu'au 31 mars 2025. Les candidats seront informés de la décision du comité organisateur au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

Le colloque se tenant à Gênes, les organisateurs prendront en charge l'hébergement et la restauration mais ne seront pas en mesure financer les déplacements qui resteront à la charge de chaque communicant ou de son institution. Pour ceux qui ne pourraient pas se déplacer, le colloque est prévu sous forme hybride (en présentiel ou à distance). Merci d'indiquer dans la proposition de communication si celle-ci se fera en présentiel ou à distance.

Les communications au colloque seront d'une durée de vingt minutes en langue française, italienne ou anglaise. Les actes du colloque seront publiés.

## Call in lingua italiana

Come tutte le grandi istituzioni al servizio dello Stato in età moderna, la giustizia è soggetta ad uno sforzo di centralizzazione e uniformazione che prosegue fino all'epoca contemporanea. Alexis de Tocqueville ha mostrato efficacemente questo passaggio per quanto concerne il Regno di Francia in *Dall'Antico Regime e nella Rivoluzione*; un analogo processo può essere individuato per gli Stati sabaudi, che mostrano parecchie analogie con la tesi toquevilliana rispetto alla centralizzazione amministrativa e alla strutturazione del servizio pubblico della giustizia.

Infatti, se Vittorio Amedeo II proclama nella sua prefazione alle Regie Costituzioni del 1723 che le armi e le leggi sono sempre stati « i due poli più stabili » su cui è fondato il buon governo degli Imperi e dei Regni, egli è consapevole, come già i suoi predecessori, che fare la legge è l'espressione migliore della sovranità. Tuttavia, da sovrani avveduti, i duchi di Savoia, poi re di Sardegna, sanno anche che la legge ha valore solo se è effettiva, cioè scrupolosamente rispettata e applicata, se necessario ricorrendo alla coercizione giudiziaria.

In altre parole, la giustizia è un'espressione della sovranità almeno tanto importante quanto il potere normativo; ne è il corollario e, come esso, espressione del prestigio dello Stato. È soprattutto un mezzo per i sovrani di imporre il loro ordine nei loro Stati. Ma per far ciò, è necessario che sia perfettamente regolata, a partire dall'organizzazione dell'apparato giudiziario. In uno Stato così composito, costruito tramite l'adesione successiva di territori disparati, la riconquista, la costruzione e la progressiva centralizzazione del sistema giurisdizionale costituiscono un'opera secolare. Iniziato sotto i duchi di Savoia (con i *Statuta sabaudiae* di Amedeo VIII nel 1430) ed Emanuele Filiberto, questo movimento si amplifica con il Regno di Sardegna e, sebbene sconvolto durante l'epoca francese (sia per la creazione di un altro tipo di giustizia accentrata, sia per il rapporto tra l'organizzazione giudiziaria dei territori conquistati e il Tribunal de Cassation parigino) riprende e prosegue durante la Restaurazione, non senza influenzare l'organizzazione giudiziaria dell'Italia unificata.

Numerose ricerche sono già state intraprese in questo ambito: si vedano le numerose iniziative, individuali e collettive, dedicate ai Senati degli Stati sabaudi, alcune delle quali hanno trovato collocazione nei volumi del PRIDAES. Ci si ispirerà a esse volendo però ulteriormente innovare i progressi compiuti da questa ricca storiografia; lo stesso vale per i molteplici studi dedicati dal PRIDAES, in altri ambiti che hanno riguardato i rapporti tra centro e periferia.

In un contesto residuale ma importante rispetto alle ricerche già sviluppate, questo convegno avrà l'obiettivo di focalizzarsi interamente sul processo di centralizzazione giudiziaria degli Stati sabaudi su un ampio arco temporale che va dal XV secolo alla metà del XIX secolo.

La nozione di centralizzazione è complessa: centralizzare significa gerarchizzare, fondere, subordinare, sottomettere, controllare, uniformare, ripartire (e ridurre) le competenze, sostituirsi, sanzionare se necessario... ma anche modernizzare, razionalizzare e rendere più operativo ed efficace l'apparato giudiziario. Questa spinta verso l'efficacia presuppone anche l'esistenza di varie giurisdizioni speciali che sono altrettanti mezzi per una giustizia più centralizzata e operativa; questa volontà di efficientamento presuppone anche un necessario adattamento della norma reale ai particolarismi locali (geografici, ad esempio, nel contesto delle assise promosse dai Senati). Parallelamente, la monarchia ha dovuto affrontare molteplici resistenze, differenze, particolarismi, che riflettono anche la specificità politica e istituzionale degli Stati sabaudi, e testimoniano "l'identità plurale di una monarchia composita" (Bianchi, Merlotti). Tutto ciò nel senso di una giustizia più centralizzata e meglio controllata, ma allo stesso tempo "nella diversità e nel rispetto dei particolarismi" (Decourt-Hollender).

Per illustrare le principali direzioni di questa centralizzazione giudiziaria, **i temi trattati potranno essere i seguenti:** i "mezzi legislativi" della centralizzazione giudiziaria (testi, leggi,

codici...); l'idea della centralizzazione giudiziaria nel pensiero dei giuristi (dottrina...); la gerarchia giudiziaria: creazione di giurisdizioni sovrane (Senati, Camera dei conti, consolati del mare) e inferiori (castellanie, baliati, prefetture, consigli di giustizia, alte magistrature, mandamenti...); l'istituzione di nuove giurisdizioni a seguito di un'acquisizione territoriale o di un cambio di sovranità, si pensi ai due periodi di occupazione francese; il sistema di appello e la sua procedura; il diritto di evocazione; la cassazione; le assise; l'organizzazione ministeriale (ministero di grazia e giustizia); la gerarchia, la disciplina e il controllo del personale giudiziario (nomina, revoca, riduzione della venalità degli incarichi); la creazione e il funzionamento di giurisdizioni subordinate; il rispetto dei particolarismi (Aosta, Sardegna, Liguria...); la funzione di centralizzazione e unificazione del pubblico ministero, con un'azione preventiva e repressiva se necessario nella forma di controlli regolari delle giustizie subordinate, in particolare nei processi criminali (abusi, negligenze, incompetenze); l'estensione delle competenze (in prima istanza) delle corti sovrane; l'uniformazione della procedura; l'uniformazione della giurisprudenza (decisioni). Non potrà infine mancare un focus su tutto ciò che sfugge alla uniformizzazione statale (giustizie particolari, feudali, urbane, ecclesiastiche, stili giudiziari... e i loro rapporti con il potere centrale).

### **Modalità di presentazione delle proposte di comunicazione**

Le proposte di comunicazione dovranno essere inviate a: [marc.ortolani@univ-cotedazur.fr](mailto:marc.ortolani@univ-cotedazur.fr)

Esse non dovranno superare 3000 caratteri (spazi inclusi) e dovranno comprendere una breve presentazione dell'autore e una breve descrizione delle fonti che saranno esaminate. Le proposte devono essere inviate entro il 31 marzo 2025. I candidati saranno informati della decisione del comitato organizzatore entro e non oltre il 1° luglio 2025.

Il convegno si terrà a Genova. Gli organizzatori si occuperanno dell'alloggio e del vitto ma non dei costi di trasferta, che rimarranno a carico di ciascun partecipante o dell'ente di appartenenza. Per coloro che non potranno partecipare ai lavori in presenza, è prevista la possibilità di collegarsi online. Si prega di indicare nella proposta se si intende partecipare in presenza o da remoto.

Il tempo previsto per ogni intervento è di massimo venti minuti in lingua francese, italiana o inglese.

Gli atti del convegno saranno pubblicati.